



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 8 janvier 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Daloz

> hebdomadaire
201^e année
25 décembre 2025
n° 44 / 8109^e
pages 2153 à 2232



ÉDITORIAL

2153 Noël ! Noël !, Michel Vivant

ACTUALITÉS

- 2156 Opération de paiement : ordre de paiement par l'intermédiaire du bénéficiaire
2157 Majeur protégé (concours de tiers) : perception de revenus
2158 Grossesse (naissance avec handicap) : responsabilité du professionnel

POINTS DE VUE

- 2161 Pour une *Lex vigilantia*, Mustapha Mekki
2163 Démocratie postnationale et contentieuse.
Comment s'écrit, désormais, le droit de la famille en Europe ?, Louis d'Avout

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

- 2173 Troisième chambre civile, Marie-Laure Aldigé, Samuel Baraké, Anne-Claire Vernimmen et Jean-François Zedda
2186 Chambre commerciale, Thibaut Boutié, Clotilde Lefevre et Clotilde Bellino
2195 Panorama : Arbitrage et modes amiables de règlement des conflits, Thomas Clay
2216 Notes : Les personnes morales de droit public aussi peuvent fusionner, demeurer et... commettre des infractions, note sous Crim. 12 nov. 2025, Guillaume Beaussonie
2222 Risque de change et clause abusive. Réflexions à propos de quelques liaisons dangereuses, note sous Civ. 1^{re}, 9 juill. 2025 [2 arrêts], Nicolas Kilgus et Thibault de Ravel d'Esclapon
2227 Réparation de l'atteinte à la réputation, par le droit de la responsabilité du fait des produits défectueux, en cas de faute de la victime, note sous Civ. 1^{re}, 15 oct. 2025, Valérie Da Silva

ENTRETIEN

- 2232 Florian Engel – L'exécution provisoire des peines

322544



Lefebvre Daloz

Recueil Dalloz

Tél. rédaction 0786620357
recueil@daloz.fr

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFÈVRE SARRUT
10 place des Vosges - 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefèvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DEESALLE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PENAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENARDIN, NICOLAS DISSET,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMER

RÉDACTION

• DIRECTION
Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140 64 5403)

• RÉDACTION
Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140 64 5379)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice ventes@daloz.fr

Responsable relations clients : Cécile ROUTIER, sro@lefèvre-daloz.fr - Tel. : 0183 1010 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 014092 2024 - publicite@lefèvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Etranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal-Décembre 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefèvre Dalloz

10 place des Vosges - 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefèvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Ptot : 0,08 kg/t

Ce numéro contient un supplément
« Tables annuelles 2025 »

SOMMAIRE



ÉDITORIAL

Michel Vivant

2153

Noël! Noël!



ACTUALITÉS

2156

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Opération de paiement :
ordre de paiement par l'intermédiaire
du bénéficiaire, Com. 10 déc. 2025

Entreprise en difficulté

Plan de redressement (règlement des
crédits) : sort des créances contestées,
Com. 10 déc. 2025

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (œuvre) :
originalité des œuvres d'art appliquée,
CJUE 4 déc. 2025

2157

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession

Succession (indignité) :
portée pour le conjoint survivant,
Ov. 1^{re}, 10 déc. 2025

Majeur protégé (concours de tiers) :
perception de revenus,
Ov. 1^{re}, avis, 5 déc. 2025

Autorité parentale (déléaissement) :
intérêt supérieur de l'enfant,
Ov. 1^{re}, 10 déc. 2025

2158

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Citoyenneté européenne (libre circulation) :
registre national des mariages,
CJUE 11 déc. 2025

Conflit de lois (contrat de travail) :
modification du lieu habituel de travail,
CJUE 11 déc. 2025

2159

DROIT PUBLIC

Santé publique

Grossesse (naissance avec handicap) :
responsabilité du professionnel,
Cdm. 9 déc. 2025

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Harcèlement (moral) : méthodes de gestion
de l'entreprise, Soc. 10 déc. 2025

Licenciement (disciplinaire) : vie personnelle
du salarié, Soc. 10 déc. 2025

Licenciement (sanction) : pas de caractère
de punition, Soc. 10 déc. 2025

Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 8 janvier 2026



POINTS DE VUE

2161

Pour une *Lex vigilantia*
par Mustapha Mekki

2163

Démocratie postnationale et contentieuse.
Comment s'écrit, désormais, le droit de la famille en Europe ?
par Louis d'Avout



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

2165

La notion de couple à l'aune
de la circonstance aggravante de conjugalité
par Carole-Anne Vaz-Fernandez

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

2173

Troisième chambre civile
par Marie-Laure Aldigé, Samuel Baraké,
Anne-Claire Vermimmen et Jean-François Zedda

2186

Chambre commerciale
par Thibaut Boutié, Clémence Lefèuvre
et Clotilde Bellino

NOTES

2216

Les personnes morales de droit public aussi peuvent
fusionner, demeurer et... commettre des infractions,
note sous Crim. 12 nov. 2025

par Guillaume Beauzonnie

2222

Risque de change et clause abusive.
Réflexions à propos de quelques liaisons dangereuses,
note sous Civ. 1^e, 9 juill. 2025 [2 arrêts]

par Nicolas Kilgus et Thibault de Ravel d'Esdapon

2227

Réparation de l'atteinte à la réputation, par le droit
de la responsabilité du fait des produits défectueux,
en cas de faute de la victime, note sous Crv. 1^e, 15 oct. 2025

par Valérie Da Silva

PANORAMA

2195

Arbitrage et modes amiables
de règlement des conflits
novembre 2024 – décembre 2025
par Thomas Clay

1

2

3

ENTRETIEN

2232

Florian Engel – L'exécution provisoire des peines

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Daloz

> hebdomadaire
202^e année
8 janvier 2026
n° 1 / 8110^e
pages 1 à 48



ÉDITORIAL

- 1 Poésie infrapaginale, Maxime Barba

ACTUALITÉS

- 4 Cautionnement (cofidéjusseur) : exception opposable à la caution solvens
6 Manquement contractuel (tiers) : portée de la responsabilité délictuelle

LECTURES

- 12 L'Europe, le droit et la globalisation des standards, Jean-Sylvestre Bergé

POINT DE VUE

- 13 L'irruption du RGPD dans le droit économique : vers une juridiction de la donnée financière, Chantal Cutajar

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 20 Panorama : Responsabilité civile, Olivier Gout et Stéphanie Porchy-Simon
31 Notes : Survie de la réserve de propriété malgré la prescription extinctive de la créance garantie, note sous Com. 19 nov. 2025, Frédéric Danos
37 L'interprétation conforme et la mise à l'écart d'une disposition interne : le congé annuel payé devant la Cour de cassation, note sous Soc. 10 sept. 2025 [2 arrêts], Marcel Zernikow
43 De l'intérêt de la recherche foncière pour la détermination de la propriété : le « bien communal » et la loi révolutionnaire, note sous Civ. 3^e, 16 oct. 2025, Anne Dobigny-Reverso

ENTRETIEN

- 48 Michel Grimaldi, Sabrina Le Normand-Caillère et Claire Farge – Pour une fiducie patrimoniale

322601



Lefebvre Daloz

Recueil Daloz

Tél. rédaction 0786620357
recueil@daloz.fr

PRÉSENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges - 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DEESALLE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PENAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENARDIN, NICOLAS DISSET,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMER

RÉDACTION

• DIRECTION
Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140 64 5403)

• RÉDACTION
Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140 64 5379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice ventes@daloz.fr

Responsable relations clients : Cécile ROUTIER

src@lefeuvre-daloz.fr - Tel. : 0183 101010

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 014092 2024 - publicite@lefeuvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Etranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépot légal - Jauvieu 2026

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Daloz

10 place des Vosges - 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE



ÉDITORIAL

Maxime Barba

Poésie infrapaginale



4

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Cautionnement (disproportion) :
portée de la fiche de renseignements,
Civ. 17 déc. 2025

Cautionnement (cofidejusseur) :
exception opposable à la caution solvens,
Civ. 1^{re}, 17 déc. 2025

Consommation

Contrat hors établissement (protection) :
association diocésaine, Civ. 1^{re}, 17 déc. 2025

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (vente du local) :
sanction du droit de préférence du locataire,
Civ. 3^e, 18 déc. 2025

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (œuvre commune) :
mise en cause de tous les coauteurs,
CJUE 18 déc. 2025

Marque (déchéance) : usage trompeur
du nom de famille du créateur,
CJUE 18 déc. 2025

Société et marché financier

Cession d'actions (résolution) :
rétablissement dans ses droits du céder,
Civ. 17 déc. 2025

Société coopérative (statuts) : stipulation
d'une clause pénale, Civ. 3^e, 18 déc. 2025

6

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Prescription acquisitive (juste titre) :
règlement de copropriété, Civ. 3^e, 18 déc. 2025

Contrat-Responsabilité-Assurance

Manquement contractuel (tiers) :
portée de la responsabilité délictuelle,
Civ. 17 déc. 2025

Clause pénale (avocat) : différence avec
une clause de dédit, Civ. 2^e, 18 déc. 2025

Assurance (accident de la circulation) :
offre d'indemnisation provisionnelle,
Civ. 2^e, 18 déc. 2025

Famille-Personne-Succession

Nationalité (contentieux) : acte civil étranger
non légalisé, Civ. 1^{re}, 17 déc. 2025

Etat civil (étranger) : jugement supplétif
d'acte de naissance, Civ. 1^{re}, 17 déc. 2025

9

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (emphytéose) :
portée du droit d'accession de l'emphytéote,
Civ. 3^e, 18 déc. 2025

Construction-Urbainisme

Maison individuelle (contrat) : portée de
l'obligation de chiffrage, Civ. 3^e, 11 déc. 2025

10

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Aide juridictionnelle (délai du recours) :
désignation d'un nouvel avocat,
Civ. 2^e, 11 déc. 2025

Voie d'exécution

Saisie immobilière (époux) : signification du
commandement de payer, Civ. 2^e, 11 déc. 2025



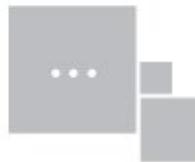
LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

12

L'Europe, le droit et la globalisation des standards

La rédaction du Recueil
vous souhaite
une bonne année 2026



POINT DE VUE

13

L'irruption du RGPD dans le droit économique :
vers une juridiction de la donnée financière
par Chantal Cutajar



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

15

Mon chien au conseil d'administration
(article 1844-15-1 du code civil)
par Bruno Dondero

PANORAMA

20

Responsabilité civile
novembre 2024 – novembre 2025
par Olivier Gout et Stéphanie Porchy-Simon

NOTES

31

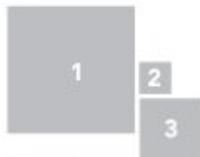
Survie de la réserve de propriété malgré
la prescription extinctive de la créance garantie,
note sous Com. 19 nov. 2025
par Frédéric Danos

37

L'interprétation conforme et la mise à l'écart
d'une disposition interne : le congé annuel payé
devant la Cour de cassation, note sous Soc. 10 sept. 2025
[2 arrêts]
par Marcel Zemikow

43

De l'intérêt de la recherche foncière pour la détermination
de la propriété : le « bien communal »
et la loi révolutionnaire, note sous Civ. 3^e, 16 oct. 2025
par Anne Dobigny-Reverso



ENTRETIEN

48

Michel Grimaldi, Sabrina Le Normand-Caillère et Claire Farge – Pour une fiducie patrimoniale

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).



JURISPRUDENCE

Sociétés à responsabilité limitée

Nullité d'une résolution relative à une augmentation de capital de SARL
Com. 5 novembre 2025,
note Thierry Bonneau p. 28

Sociétés par actions simplifiées

Responsabilité personnelle du président de SAS : la faute de gestion, un faux ami
Com. 17 septembre 2025,
note Zoé Can Koray p. 32

Droit européen des sociétés

Pas de siège pour la société créée de fait ?
Com. 17 septembre 2025,
note Bruno Dondero p. 41

Sociétés & propriété intellectuelle

Bataille autour d'un patronyme
Com. 13 novembre 2025,
note Frédéric Pollaud-Dulian p. 45

Droit fiscal des sociétés

Article L. 16 B du LPF et RGPD
Com. 18 juin 2025,
note Xavier Cabannes p. 49

REVUE DES SOCIÉTÉS

Janvier 2026 - n° 1

ÉTUDE

Mixité et parité dans les conseils d'administration : entrée en vigueur progressive à compter du 1^{er} janvier 2026
Muriel de Szilbereky et Yves Macables p. 7

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés financiers

Rapport du HCJP sur l'Indemnisation des investisseurs pour fausse Information sur les marchés financiers : la France en retard ?

Pierre-Henri Conac,
Bénédicte François,
Anne-Catherine Muller et
Johan Prorok

p. 54



Lefebvre Dalloz

Actualités 2

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Étude 7

Mixité et parité dans les conseils d'administration : entrée en vigueur progressive à compter du 1^{er} janvier 2026

Muriel de Szilbereky et Yves Macabie

7

Jurisprudence 20

Sociétés en général

Administrateur provisoire : un créancier social n'a pas qualité pour demander sa désignation
Note sous Com. 7 mai 2025
note Benoît Lecourt

20

Cession d'actions

Le juge et les garanties de passif : quelques rappels utiles sur le traitement judiciaire des garanties
Note sous Com. 28 mai 2025
note Sandie Lacroix-de Sousa

24

Sociétés à responsabilité limitée

Nullité d'une résolution relative à une augmentation de capital de SARL
Note sous Com. 5 nov. 2025
note Thierry Bonneau

28

Sociétés par actions simplifiées

Responsabilité personnelle du président de SAS : la faute de gestion, un faux ami
Note sous Com. 17 sept. 2025
note Zoé Can Koray

32

Groupements d'intérêt économique

La hiérarchie des normes du GIE laissée à l'autonomie des parties
Note sous Com. 17 sept. 2025
note Gilles Pillet

36

Droit européen des sociétés

Pas de siège pour la société créée de fait ?
Note sous Com. 17 sept. 2025
note Bruno Dondero

41

Sociétés & propriété intellectuelle

Bataille autour d'un patronyme avec les armes de la contrefaçon, de la concurrence déloyale et de la revendication d'un dépôt de marque argué de mauvaise foi
Note sous Com. 13 nov. 2025
note Frédéric Pollaud-Dulian

45

Droit fiscal des sociétés

Article L. 16 B du LPF, visites et saisies fiscales : quand l'invocation du RGPD emmêle les choses...
Note sous Com. 18 juin 2025
note Xavier Cabannes

49

Chronique de droit des marchés financiers 54

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

La rédaction de la Revue des sociétés souhaite à ses lecteurs une excellente année

2026



QUESTION PRATIQUE

DÉTERMINATION DE LA VALEUR DES DROITS SOCIAUX PAR EXPERT

Le recours à l'expertise pour déterminer la valeur des droits sociaux est vital en droit des sociétés. Nadège Jullian fait un point sur ce dispositif.

25


www.efl.fr


À LA UNE

Question d'actualité -
Proposition Digital Omnibus :
vers un affaiblissement du droit
des données personnelles ?

23

Sociétés - La Cour de cassation
définit le contrôle de fait
d'une société dans l'affaire Vivendi

4

Entreprise en difficulté -
Quand le plan de redressement
d'une SARL n'interdit pas
l'expertise de gestion

11

Finances de l'entreprise -
Nullité d'un prêt : restitutions
et indemnisation de l'emprunteur

13



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Définition de la notion de contrôle de fait
- 5 - Réforme des nullités : application du triple test
- 6 - Responsabilité du dirigeant pour faute de gestion
- 7 - Mise à jour du guide d'application du Code Afep-Medef
- 8 - Audition du dirigeant d'une société soupçonnée d'infraction pénale
- 9 - Ajout d'une mention sur les extraits Kbis

Bourse

- 10 - Qualité d'actionnaire des porteurs de Depositary Receipts

Entreprise en difficulté

- 11 - Effet de l'adoption d'un plan de redressement

Contrats

- 12 - Violation d'une clause de non-concurrence
- 12 - Renonciation consentie par une partie dans une transaction

Finances de l'entreprise

- 13 - Nullité d'un prêt
- 14 - Paiement d'une dette prescrite
- 15 - Appréciation de la proportionnalité d'un cautionnement

Biens de l'entreprise

- 16 - Obligation de délivrance du bailleur
- 16 - Marques : appréciation du risque de confusion
- 17 - Vente d'une filiale et motif justifiant la convention d'occupation précaire

Concurrence

- 18 - Dénigrement de produits

Consommation

- 19 - Action de groupe : agrément des associations et publicité de leurs financements
- 20 - Mise sur le marché d'un produit non conforme et frais d'analyse
- 20 - Exercice de leurs pouvoirs d'enquête et de contrôle par les agents de la DGCCRF

Compliance

- 21 - Délit de corruption

Et aussi...

- 21 - Prescription de l'action en responsabilité dépendant d'un autre litige

Question d'actualité

- 23 - Proposition Digital Omnibus : vers un affaiblissement du droit des données personnelles ?

Veilles

- 30 - Veille législative
- 31 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



25

DÉTERMINATION DE LA VALEUR
DES DROITS SOCIAUX :
LE RÉGIME DE L'EXPERTISE
DE L'ARTICLE 1843-4 DU CODE CIVIL

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

DROIT & PATRIMOINE

N°363 · Décembre 2025

Prix au n° : 45,50 € HT – 46,45 € TTC. Abonnement annuel : 500,50 € HT – 511,01 € TTC.

DOSSIER

TRANSMETTRE HORS DU CERCLE DIRECT



ÉCLAIRAGE

Nis 2 et collectivités
territoriales

CHRONIQUE

Droit du patrimoine
familial

DROIT & PATRIMOINE

DÉCEMBRE 2025 • N° 363

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

NIS 2 et collectivités territoriales : l'ambition européenne face au réalisme budgétaire 6

La transposition de la directive (EU) 2022/2555 (dite « NIS 2 ») marque un tournant dans la manière dont les collectivités territoriales françaises devront envisager leur cybersécurité. Toutefois, derrière la rigueur normative du texte se pose une question essentielle : comment se conformer à des obligations aussi lourdes sans disposer de moyens à la hauteur ?

ENTRETIEN

Hélène Barraud-Ousset, conseillère en gestion de patrimoine et vice-présidente de la CNCGP 10

Gérer son argent reste un casse-tête pour de nombreux Français : peur de se tromper, idées reçues, produits financiers complexes... autant d'écueils qui freinent la progression du patrimoine, voire l'entame. Pourtant, quelques principes simples et une stratégie adaptée suffisent souvent à reprendre le contrôle. Hélène Barraud-Ousset, conseillère en gestion de patrimoine et vice-présidente de la CNCGP, a identifié les dix erreurs les plus fréquentes : accumulation des placements sans diversification réelle, mettre tous ses œufs dans le même panier (immobilier ou financier), laisser dormir son argent, croire que l'immobilier est une valeur sûre, repousser les questions de successions, ignorer où part son argent au quotidien, mal calibrer la durée de son emprunt, investir dans le seul but d'un avantage fiscal, suivre les modes et négliger sa prévoyance et les risques de la vie. Entretien.

PROFESSIONS

CSN : 80 ans de transformations, entre forte attractivité, tensions économiques et affirmation de la souveraineté 12

À l'occasion du 80^e anniversaire de la création du Conseil supérieur du notariat (CSN) en 1945, la profession notariale dresse le bilan d'une décennie de transformations profondes. Ces mutations, largement impulsées par la loi Croissance, ont abouti à un corps professionnel rajeuni et féminisé, mais également confronté à des inquiétudes majeures concernant son modèle économique et des défis de souveraineté numérique. Ces sujets seront au cœur d'un événement majeur organisé à l'Unesco le 28 janvier 2026.



DOSSIER

Transmettre hors du cercle direct : le family buy out au service de la pérennité des entreprises familiales

- La mise en sécurité de l'entreprise face aux risques pesant sur la personne de son dirigeant 29
Jean-François DESBUQUOIS, avocat associé FIDAL et Claire FARGE, docteur en droit, avocat FIDAL
- La préparation de la transmission de l'entreprise familiale 36
Alain-François CHENEAU, avocat associé FIDAL
- Le dispositif Dutreil à l'épreuve des grandes entreprises familiales 44
Victor Dodemand, avocat associé FIDAL

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE



ANALYSES

- Régime fiscal des réductions de capital par rachat préalable des titres sociaux : retour à l'orthodoxie** 14

- Que change la loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement ?** 18

CHRONIQUE

- Droit du patrimoine familial (novembre 2024-novembre 2025)** 57

- Transmettre hors du cercle direct : le family buy out au service de la pérennité des entreprises familiales 49
Geoffrey BURROWS, avocat directeur associé,
Marie CATESSON, avocat directeur associé,
Julie DUCANGE, avocat associé,
François GENUYT, avocat associé

Actualité des procédures collectives, n° 1 du 09 janvier 2026

Sommaire du numéro

Repère



ORGANES

Le juge commis n'est pas un tribunal au sens de l'article 6, § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 1 - Par Adrien BÉZERT

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCES SOCIALES

Ajustement des règles de déclaration des créances de cotisations et de contributions sociales

N° 2

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Modifications apportées par la LFSS pour 2026

N° 3

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Effets procéduraux du dessaisissement lorsque l'action en cours ne relève pas d'un droit propre du débiteur

N° 4

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

La résidence principale de l'entrepreneur individuel peut être réalisée par le liquidateur dans le cadre de la procédure collective visant ses deux patrimoines !

N° 5 - Par Florent PETIT

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Regain d'intérêt pour le viager : quid en cas de non-réalisation de l'immeuble ?

N° 6 - Par Florent PETIT

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

La représentation est obligatoire en appel des jugements statuant en matière de responsabilité pour insuffisance d'actif et de sanctions personnelles

N° 7 - Par Thierry LE BARS

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ PÉNALE

L'URSSAF, dont la déclaration de créance est rejetée, peut se porter partie civile du préjudice causé par les manquements du dirigeant

N° 8

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS PÉNALES

Banqueroute : droits du prévenu

N° 9

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ FISCALE

Mise en oeuvre de la responsabilité fiscale de l'article L. 267 du LPF

N° 10

Droit des sociétés, n° 1 du 01 janvier 2026

Sommaire du numéro

Repère



HCJP

Quelle voix pour les entreprises de nos territoires ?

N° 1 - Par Jean-François HAMELIN

Alertes



FOCUS | HCGE

Publication du rapport annuel du Haut Comité de gouvernement d'entreprise : synthèse des principaux points traités en 2025

N° 1 - Par Laurence VINCENT et Ladislas SKURA

VEILLES | OMNIBUS

Paquet Omnibus I : le Conseil de l'UE et le Parlement s'accordent sur la révision des directives CSRD et CS3D

N° 2

VEILLES | DURABILITÉ

La Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal ouverte à la signature

N° 3

VEILLES | IDENTIFIANT EUROPÉEN UNIQUE

L'identifiant européen unique intègre désormais les extraits Kbis

N° 4

VEILLES | CESSION D'ACTIONS

Résolution judiciaire de la cession d'action

N° 5

VEILLES | RAPPORT AMF 2025

Rapport AMF 2025 sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants des sociétés cotées : principaux enseignements

N° 6

VEILLES | LOI ATTRACTIVITÉ

Mise en oeuvre des mesures autorisant les sociétés à s'introduire en bourse et encadrant la fixation du prix d'émission des actions

N° 7

VEILLES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Redressement judiciaire et résiliation du bail commercial : la vérification des impayés par le juge-commissaire se fait au jour où il statue

N° 8

VEILLES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Plan de redressement et comptabilité du débiteur

N° 9

VEILLES | INSOLVABILITÉ

Procédures d'insolvabilité dans l'UE : le Conseil et le Parlement s'accordent sur des règles communes

N° 10

VEILLES | SALARIÉ MIS À DISPOSITION

Un salarié mis à disposition est-il compris dans un transfert d'entreprise ?

N° 11

VEILLES | DURABILITÉ

Représentation des travailleurs dans les entreprises multinationales : la directive est publiée

N° 12

VEILLES | NUMÉRIQUE

Violation de la législation sur les services numériques : X écope d'une amende de 120 M €

N° 13

VEILLES | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Vente de la résidence principale et procédure collective

N° 14

VEILLES | EXÉCUTION PROVISOIRE DES SANCTIONS PÉNALES

Exécution provisoire des sanctions pénales : conformité sous une réserve

N° 15

VEILLES | DÉCRET RIVAGE

La Conférence des bâtonniers se mobilise aussi contre le projet de décret RIVAGE

N° 16

Entretien



TAE

1 an après la mise en place des TAE et d'une contribution pour la justice économique : bilan et contestations

N° 1 - Par Isabelle GRENIER et Alban POUSSET-BOUGÈRE



Dossier

VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité en droit des affaires

N° 1 - Par Simon FARGES

VULNÉRABILITÉ

L'évolution de la notion de vulnérabilité en droit civil

N° 2 - Par Benoît CHAFFOIS

VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité en droit des sociétés

N° 3 - Par Aïda BENNINI

VULNÉRABILITÉ

Le dirigeant vulnérable : une figure en quête de reconnaissance juridique

N° 4 - Par Mélissa DEBARA

VULNÉRABILITÉ

Le minoritaire dans le cadre des levées de fonds

N° 5 - Par Cyrille DECAVÈLE

VULNÉRABILITÉ

Les créanciers vulnérables dans les classes de parties affectées

N° 6 - Par Denis VOINOT

VULNÉRABILITÉ

Le dispositif APESA et la lutte contre la vulnérabilité

N° 7 - Par Marc BINNIÉ

VULNÉRABILITÉ

L'intérêt du recours à un médiateur d'affaires

N° 8 - Par Nicolas BORTKO

VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité en droit de la concurrence

N° 9 - Par Hakim HADJ-AÏSSA

VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité en droit des sûretés

N° 10 - Par Marie BLONDEL

DROIT DES ASSURANCES

La vulnérabilité en droit des assurances : la protection de l'ours ou du coq ?

N° 11 - Par Paul CALLET



Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DROIT DE VOTE

Abus de majorité : l'action en nullité ne requiert pas la mise en cause des associés majoritaires

N° 1 - Par Renaud MORTIER

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

La lente et implacable généralisation de l'application immédiate de la loi nouvelle aux sociétés préexistantes

N° 2 - Par Renaud MORTIER

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | COOPÉRATIVE

Exclusion au sein d'une société coopérative de commerçants détaillants

N° 3

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

Majorité nécessaire pour modifier les statuts et application de la loi dans le temps

N° 4 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS COTÉES | CONTRÔLE DE SOCIÉTÉ

Vivendi : une définition encore incertaine du contrôle de fait

N° 5 - Par Vincent MALASSIGNÉ

SOCIÉTÉS COTÉES | CONTRÔLE DE SOCIÉTÉ

La Cour de cassation confirme : le porteur d'un ADR n'a pas la qualité d'actionnaire

N° 6 - Par Vincent MALASSIGNÉ

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

L'extension aux établissements publics de la responsabilité pénale de la société absorbante à raison d'infraction commise par la société absorbée

N° 7 - Par Renaud SALOMON

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | DÉLIT DE MANIPULATION DE COURS

Une peine plancher d'amende incompressible en droit pénal des marchés financiers

N° 8 - Par Renaud SALOMON

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | TRUSTS ÉTRANGERS

Imposition des revenus revenant à des personnes physiques résidents de France, ou perçus par ceux-ci

N° 9 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Impossibilité pour un particulier d'imputer une moins-value de cession de titres de société assujettie à l'impôt sur les sociétés sur une plus-value en fin de report d'imposition, afférente à l'apport antérieur d'une entreprise individuelle à cette société

N° 10 - Par Jean-Luc PIERRE

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 51 du 22 décembre 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

De la prescription

N° 1450 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | LIBRES PROPOS | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Restaurer l'effectivité des droits face à l'IA générative : la présomption d'exploitation des contenus culturels

N° 1451 - Par Alexandra BENSAMOUN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MAJEURS PROTÉGÉS

Tutelle et curatelle : impossibilité pour le juge d'autoriser un tiers à encaisser ou payer des sommes pour le majeur protégé

N° 1452

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DIVORCE-SÉPARATION DE CORPS

Prestation compensatoire et loi applicable : impossibilité pour le juge français de tenir compte du partage soumis à la loi étrangère

N° 1453

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DÉLAISSEMENT PARENTAL

De l'interprétation de la notion de délaissement parental

N° 1454

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MINEURS

De la preuve de l'obligation d'information du mineur quant à son droit à l'audition devant le juge

N° 1455

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 7 décembre 2025

N° 1456

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Loi applicable au régime matrimonial : restriction du domaine du critère de la première résidence habituelle

N° 1457 - Par Jean-Baptiste DONNIER

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ DU CONSTRUCTEUR

Reconnaissance de responsabilité du débiteur de la garantie décennale et action de celui-ci à l'encontre de son assureur

N° 1458 - Par Jean-Pierre KARILA

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

Relèvement des interdictions et peines complémentaires : régime transitoire validé par le Conseil constitutionnel

N° 1459

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | EXÉCUTION PROVISOIRE

Exécution provisoire des sanctions pénales : conformité sous une réserve

N° 1460

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DÉTENTION PROVISOIRE

Réparation des détentions : que faut-il retenir de l'année 2024 ?

N° 1461

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRISONS

Premier bilan de l'opération « Fouilles XXL » en détention

N° 1462

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Protection et soutien des victimes de la criminalité : le Conseil de l'UE et le Parlement s'accordent

N° 1463

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 17 au 30 novembre 2025

N° 1464

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | RESPONSABILITÉ PÉNALE

La responsabilité pénale en cas de fusion-absorption d'universités

N° 1465 - Par Jean-Christophe SAINT-PAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ACTIONS DE GROUPE

Obligations incombant aux entités souhaitant obtenir un agrément pour introduire une action de groupe au niveau national ou international

N° 1466

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

Exercice en société des professions de santé : adaptations réglementaires

N° 1467

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAUX COMMERCIAUX

Résiliation du bail commercial : la vérification des impayés par le juge-commissaire se fait au jour où il statue

N° 1468

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSOMMATION

Médiation de la consommation : ce qu'il faut retenir du rapport 2022-2025 de la CECMC

N° 1469

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 décembre 2025

N° 1470

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 7 décembre 2025

N° 1471

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INAPTITUDE DU SALARIÉ

Possibilité de constater l'inaptitude du salarié pendant la suspension du contrat de travail

N° 1472

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HARCÈLEMENT MORAL

De la caractérisation du harcèlement moral managérial

N° 1473

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | AIDE EXCEPTIONNELLE

Montant et modalités d'attribution de la prime de Noël 2025

N° 1474

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 décembre 2025

N° 1475

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 7 décembre 2025

N° 1476

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SOUMISSION CHIMIQUE

Soumission chimique : modalités de l'expérimentation du remboursement des analyses

N° 1477

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Soins psychiatriques sans consentement : la composition du collège d'évaluation conforme à la Constitution

N° 1478

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Rapport du CGLPL sur l'effectivité des voies de recours en psychiatrie

N° 1479

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Carte de séjour, carte de résident ou naturalisation : la réussite à l'examen civique sera nécessaire

N° 1480

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | NUMÉRIQUE

Protection des mineurs en ligne et lutte contre la manipulation de l'information

N° 1481

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 17 décembre 2025

N° 1482

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 1er au 7 décembre 2025

N° 1483

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | VISITES ET SAISIES DOMICILIAIRES

Le contrôle de régularité des opérations de visites et saisies domiciliaires fiscales échappe au juge pénal

N° 1484 - Par Stéphane DETRAZ

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | BANQUE

Virements frauduleux et obligation de vigilance du banquier : le critère décisif de l'anomalie apparente

N° 1485 - Par Virginie SAVARIT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

La recherche au collège Sciences sociales et humanités de Pau

N° 1486 - Par Arnaud LECOURT et Pierre-Yves ARDOY

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | ÉTAT CIVIL

Le changement de prénom au prisme de l'article 8 de la Convention EDH

N° 1487 - Par Bruno ANCEL

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | DROIT ADMINISTRATIF

Droit administratif

N° 1488 - Par Gweltaz EVEILLARD

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Droit des contrats

N° 1489 - Par Paul GROSSE , Dimitri HOUTCIEFF , Grégoire LOISEAU et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGES

Dictionnaire de l'éthique publique

N° 1490

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGES

Stratégie du contentieux : maximiser les chances de succès dans les litiges

N° 1491

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien**

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Charte de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire

N° 1492

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ARBITRAGE

Lancement d'une consultation sur la réforme du droit de l'arbitrage

N° 1493

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La juridiction administrative se dote d'une charte sur l'IA

N° 1494

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Les pistes du CNB pour rendre la collaboration plus attractive

N° 1495

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

IA générative : le CNB modifie sa proposition de définition de la consultation juridique

N° 1496

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Rapport du Comité d'éthique du barreau de Paris

N° 1497

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Principe de laïcité dans les services judiciaires, pénitentiaires et de la PJJ : publication d'une circulaire

N° 1498

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | OUTRE-MER

Une feuille de route pour améliorer le service public de la justice ultramarine

N° 1499

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 1 du 05 janvier 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Bordel

N° 1 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ARBITRAGE

Projet de décret réformant l'arbitrage : le formalisme demeure indispensable en matière d'arbitrage interne

N° 2 - Par Jérôme ORTSCHEIDT

[Consulter le PDF](#)

LAPERÇU RAPIDE | CRIMES ET DÉLITS

Consécration légale du recueil du consentement à l'acte sexuel

N° 3 - Par Audrey DARSONVILLE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Jugement d'une juridiction pénale condamnant civilement les coauteurs d'un dommage : un titre exécutoire à deux vitesses

N° 4 - Par Rudy LAHER

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONFLIT DE LOIS

L'application d'une loi étrangère contraire à l'ordre public international français ne peut être écartée en l'absence de demande allant dans ce sens

N° 5

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SUCCESSIONS-PARTAGE

Portée de l'indignité successorale face aux donations entre époux

N° 6

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Rapport sur la loi applicable aux modèles d'IA générative commercialisés dans l'UE

N° 7

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 31 décembre 2025

N° 8

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 21 décembre 2025

N° 9

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Précisions sur la notion d'intérêt légitime au sens de l'article 1346 du Code civil

N° 10 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Vente de la résidence principale de l'entrepreneur individuel pour le compte de ses créanciers personnels

N° 11

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 31 décembre 2025

N° 12

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 21 décembre 2025

N° 13

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Transfert des contrats de travail en cas de mise à disposition de salariés

N° 14 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SMIC

Revalorisation du SMIC au 1er janvier 2026

N° 15

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONSEILLERS PRUD'HOMMES

Organisation de la formation initiale obligatoire des conseillers prud'hommes

N° 16

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONSEILLERS PRUD'HOMMES

Déclaration d'intérêts des conseillers prud'hommes et entretiens déontologiques

N° 17

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 31 décembre 2025

N° 18

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 21 décembre 2025

N° 19

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICATS

L'action de groupe dans l'oeil du cyclone

N° 20 - Par Jean-Yves KERBOURC'H

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONTRATS ET MARCHÉS PUBLICS

Règlement de compte en fin de délégation

N° 21 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 31 décembre 2025

N° 22

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 8 au 21 décembre 2025

N° 23

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Arrêt de principe sur la liberté d'expression des juges en ligne

N° 24 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Dans certains cas, les frais de justice peuvent être abusifs pour le consommateur

N° 25 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Le caractère non contradictoire d'une procédure en injonction de payer n'est pas automatiquement contraire à la protection des consommateurs

N° 26 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COMPÉTENCE INTERNATIONALE

Clauses d'élection de for asymétriques : petit mode d'emploi pour faire semblant d'obéir au juge européen

N° 27 - Par Yves EL HAGE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | FAMILLE

PMA post mortem et action en recherche de paternité : primauté conditionnelle de la Convention EDH

N° 28 - Par Benoît CASSOWITZ

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université Sorbonne Paris Nord : au service de l'excellence !

N° 29 - Par Anne FAUCHON

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



LA CHRONIQUE | CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Droit de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 30 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)



La Semaine du praticien

L'ÉTUDE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Le plan de redressement, un « bon » plan ?

N° 31 - Par Virginie BLUM

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 1 du 05 janvier 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



BANQUE

3 QUESTIONS - Un nouveau moyen de lutte contre les substitutions frauduleuses d'IBAN

N° 1 - Par Jérôme LASSEUR CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

LBC-FT

LBC-FT : le CNB adopte des projets de textes posant une nouvelle architecture du contrôle du respect par les avocats de leurs obligations

N° 2

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Assurance-vie et enjeux patrimoniaux

N° 3

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Les tribunaux administratifs et la légalité

N° 4

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Les impacts énergétique et environnemental de l'IA

N° 5

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Prescription biennale de l'action en nullité fondée sur la violation du droit de préférence du locataire commercial

N° 6

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Appréciation de la disproportion du cautionnement au regard des déclarations patrimoniales de la caution

N° 7

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Conditions de la déchéance du pourvoi en cassation en cas de redressement judiciaire

N° 8

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Opposabilité au tiers des clauses limitatives issues du contrat d'expertise comptable

N° 9

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Vente de la résidence principale de l'entrepreneur individuel pour le compte de ses créanciers personnels

N° 10

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

AIFM 2 : l'AMF actualise sa doctrine afin de faciliter l'introduction d'outils de gestion de la liquidité dans les OPCVM et les FIA

N° 11

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Prime de concours de maîtrise d'oeuvre : le règlement du concours peut récompenser les perdants qui ont présenté des prestations non conformes

N° 12

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Numérisation, IA et gestion algorithme au travail : les députés européens réclament de nouvelles mesures

N° 13

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

Irrecevabilité de la production de pièces issues de l'information judiciaire et des moyens incompatibles avec les conclusions d'appel

N° 14

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Le mal-jugé ne caractérise pas l'excès de pouvoir

N° 15

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Effets rétroactifs de la résolution judiciaire sur la cession d'actions

N° 16

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Sanctions pécuniaires statutaires et clause pénale

N° 17

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Modalités de remise de la déclaration d'intérêts des conseillers prud'hommes et des entretiens déontologiques

N° 18

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Organisation de la formation initiale obligatoire des conseillers prud'hommes

N° 19

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Amiante : une protection renforcée des travailleurs grâce à de nouvelles lignes directrices et à une liste actualisée des maladies professionnelles

N° 20

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Le budget de la sécurité sociale est définitivement adopté

N° 21

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Apport d'une entreprise individuelle à une société : règles d'imputation des moins-values réalisées lors de la cession des titres remis en rémunération de l'apport

N° 22

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Contrôle fiscal : la Cour des comptes appelle à renforcer les moyens et la stratégie de la DVNI

N° 23

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire : l'indifférence de l'origine du passif d'un professionnel libéral

N° 1000 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Concentrations sous les seuils : quels risques après la décision Doctolib ?

N° 1001 - Par Nathalie JALABERT-DOURY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INJONCTION DE PAYER

Obligation de tentative préalable de résolution amiable du différend et procédure d'injonction de payer : un couple incompatible

N° 1002 - Par Thomas STEFANIA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Le droit de la commande publique à l'épreuve du secret des affaires ?

N° 1003 - Par Loïc ALLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Droit de la propriété industrielle

N° 1004 - Par Nicolas BINCTIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | REPRÉSENTANT DU PERSONNEL

L'incompatibilité du mandat social avec un mandat de délégué syndical central exercé dans une UES

N° 1005 - Par Chloé LE BRENN

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Ordre d'imputation des déficits dans le cadre du report en « avant » et limitation du droit de reprise de l'administration fiscale

N° 1006 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 2 du 08 janvier 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



NUMÉRIQUE

3 QUESTIONS - L'affaire Anthropic

N° 24 - Par Pierre PÉROT

DROIT EUROPÉEN

La stratégie européenne pour renforcer la sécurité économique du continent

N° 25

BIBLIOGRAPHIE

Revue Communication - Commerce électronique

N° 26

BIBLIOGRAPHIE

Revue de Droit bancaire et financier

N° 27

DONNÉES CHIFFRÉES

L'activité conventionnelle des entreprises en 2024

N° 28

Actualités



AFFAIRES | CONCURRENCE

L'Autorité de la concurrence publie une étude sur les enjeux concurrentiels liés à l'impact énergétique et environnemental de l'IA

N° 29

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers

N° 30

AFFAIRES | RSE

Certification des informations en matière de durabilité : taux des cotisations prélevées sur les honoraires facturés par les OTI

N° 31

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 : un accouchement dans la douleur !

N° 32 - Par François TAQUET

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Crypto-actifs : encadrement des obligations déclaratives des prestataires

N° 33

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Transparence fiscale des entreprises

N° 34

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

CFE : critères d'imposition et conséquences de la fermeture et de la création d'établissements

N° 35

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Échange automatique d'informations fiscales

N° 36

FISCAL | LOI DE FINANCES

Publication de la loi spéciale de finances

N° 37

Études et commentaires



AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le règlement sur l'intelligence artificielle

N° 1007 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

IA : notions et risques

N° 1008 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

RIA : champ d'application

N° 1009 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

RIA : les catégories d'IA prévues par le règlement

N° 1010 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

RIA : autorités et voies de recours

N° 1011 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

RIA : régime général et règles d'exception pour les systèmes d'IA spéciaux

N° 1012 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

RIA : régime particulier applicable aux SIA à haut risque

N° 1013 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

RIA : règles applicables aux modèles d'IA à usage général présentant, ou non, un risque systémique

N° 1014 - Par Laurent BADIANE , Matthieu BOURGEOIS , Lisa BATAILLE , Sophie DE KERMENGUY et Camille SANCHEZ

Revue trimestrielle de droit financier - Édition n°72

30 décembre 2025

RTDF

Revue trimestrielle de droit financier
Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Droit financier

[Doctrine] The SEC's Evolving Framework in 2025: Trends and Developments in Rulemaking and Enforcement
Par George Casey - Global Chairman of Corporate of Linklaters LLP and Chairman of Linklaters Americas based in New York - Clara Pang

[Doctrine] EU Financial Market Regulation and the Quest for Simplification: the Role of Comparative Law
Par Filippo Annunziata

[Doctrine] 2025 Japan's Stewardship Code
Par Hiroyuki Watanabe

[Chronique] Corporate Governance - Transparence financière et comptable
Par Renaud Mortier

[Chronique] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)
Par Éric Dezeuze - Avocat à la Cour - Cabinet Bredin-Prat - Nicolas Rontchevsky - Agrégé des Facultés de droit - Professeur à l'Université de Strasbourg - Florian Bouaziz - Avocat à la Cour - Cabinet Bredin-Prat - Mathieu Françon - Avocat à la Cour - Gaël Rivière - Avocat à la Cour - Cabinet Bredin-Prat

Réf. : Cass. com., 28 mai 2025, n° 24-10.054, F-B **N° Lexbase : B6821ABA** ; Cass. com., 9 juillet 2025, n° 23-15.492, FS-B **N° Lexbase : B7808ARM**

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité
Par Margot Gibergues-Sève - Andrew Good and Goel Devaanjana

[Chronique] Financements structurés - titrisation
Par Alexandre Quiquerez Professeur de droit privé - Directeur du Master Juriste d'affaires

[Chronique] Fiscalité financière

Par Cyril Valentin

Réf. : CE, 28 février 2025, n° 491788 **N° Lexbase : A52136Z4****Sociétés****[Doctrine] The concept of “collectivity” in relation to shareholders' meetings in simplified joint-stock companies: the end of a judicial saga**

Par Pierre-Alain Marquet

Réf. : Cass. ass. plén., 15 November 2024, n° 23-16.670 **N° Lexbase : A71676GK****[Thèse] Le contentieux des pactes d'associés**

Par Jules Lechêne

[Chronique] L'organisation statutaire de la direction de la SAS, les décisions sociales extrastatutaires et les pactes

Par Didier Poracchia - Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Paris 1)

Réf. : Cass. com., 9 juillet 2025, n° 24-10.428 **N° Lexbase : B7821AR4** ; Cass. com., 9 juillet 2025, n° 23-21.160
N° Lexbase : B7813ARS

Comité éditorial :

Alain Pietrancosta, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**Thierry Bonneau**, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas**Alain Couret**, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**Jean-Jacques Daigre**, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne -Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**Thierry Granier**, Professeur à Aix-Marseille Université**Paul Le Cannu**, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**Hervé Le Nabasque**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**Nicolas Rontchevsky**, Professeur à l'Université de Strasbourg**Hervé Synvet**, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Comité international :

Lucian A. Bebchuk, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School**George A. Casey Partner**, Shearman & Sterling LLP, New York**James D. Cox**, Professor of Law, Duke Law School**Paul Davies**, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law**Luca Enriques**, Professore ordinario presso la Facolta' di Giurisprudenza, Università di Bologna**Guido Ferrarini**, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova**Gérard Hertig**, Professor of Law and Economies, Eidgenossische Technische Hochschule Zürich**Klaus J. Hopt**, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law**Jonathan R. Macey**, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School

Revue de jurisprudence commerciale - Édition n°18

31 décembre 2025



Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Affaires

[Chronique] **Chronique de décisions de tribunaux des activités économiques et tribunaux de commerce**

Concurrence

[Chronique] **Chronique de droit de concurrence**

Par Muriel Chagny - Professeur des Universités en droit privé à la Faculté de droit et science politique de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) et Georges Decocq - Professeur de droit privé à l'Université Paris-Dauphine - PSL - Codirecteur du Master 122 Droit et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE/ESG)

Sociétés

[Chronique] **Chronique de droit des sociétés (avril - décembre 2025)**

Comité scientifique :

Antoine Diesbecq, Avocat, Président de l'Association Droit et Commerce (président)

Augustin Aynès, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)

Nicolas Borga, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Bruno Dondero, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Julia Heinich, Professeur à l'Université de Bourgogne

Isabelle Grossi, Professeur à Aix-Marseille Université

Anne Jourdain, Avocate au barreau de Bordeaux

[Chronique] Chronique de décisions de tribunaux des activités économiques et tribunaux de commerce**N3537B3E**

Le 07 Janvier 2026

La Revue de jurisprudence commerciale vous propose une nouvelle chronique de decisions de première instance : tribunaux de commerce et tribunaux des activites économiques. Cette première édition, publiée sous la coordination de Maître Anne Jourdain, Avocate au Barreau de Bordeaux, vous propose une sélection de onze décisions rendues par les tribunaux de Bordeaux, Lyon, Marseille et Paris. La rédaction de la RJCom remercie tout particulièrement les professeurs Nicolas Borga, Isabelle Grossi et Laura Sautonie-Laguionie pour leur implication déterminante dans la conception et la mise en œuvre de cette chronique, ainsi que l'ensemble des contributeurs.

Nicolas Borga

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université Lyon 3
Directeur de l'IDEA

Thibaut Duchesne

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3
Équipe Louis Josserand – Centre de droit de l'entreprise

Thierry Favario

Maître de conférences
Aix-Marseille université
Centre de droit économique (UR 4224)

Isabelle Grossi

Professeur des Universités (AMU)
Membre du Centre de droit économique (UR 4224)

Karl Lafaurie

Agrégé de droit privé et sciences criminelles
Professeur à l'Université de Bordeaux (IRDAP – EA 4191)

Jean-Christophe Roda

Agrégé des Facultés de droit
Professeur de droit privé à l'Université Jean Moulin – Lyon III

Laura Sautonie-Laguionie

Agrégée des Facultés de droit
Professeur à l'Université de Bordeaux
Directive de l'IRDAP

Marianne Villemonteix

Maître de Conférences - HDR
Université de Bordeaux
IRDAP (EA 4191)

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)

[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro

N° 1 - 7 janv. 2026 | [Bulletin Joly Sociétés](#)



Bulletin Joly Sociétés - N° 1 - 7 janv. 2026

Éditorial

Des limites du textualisme

Par Jean-Jacques Daigre

Éclairage

Une nouvelle loi spéciale, des mesures sociales, mais toujours pas de budget

Par Régis Vabres

Droit commun

Affichage et diffusion de la condamnation pénale d'une société : un cumul conforme à la loi ?

Par Jean-François Barbièri

Prix de cession de parts sociales, reconnaissance de dette et aveu judiciaire

Sociétés par actions

Un contrôle de fait se déduit de la majorité des droits de vote que l'on détient ou que l'on exerce en assemblée

Par Hervé Le Nabasque

Le détenteur d'ADR n'est pas un actionnaire

Par Bruno Dondero

L'expert indépendant et la multiplicité des critères de validation de sa mission

Par Alain Couret

Sociétés de personnes et autres groupements

Nullité pour violation de la règle de majorité dans une SARL et application immédiate de la loi nouvelle

Par Elsa Guégan

Le droit de retrait n'appartient qu'à l'associé, même si les parts sociales constituent des biens communs

Par Jean-Christophe Pagnucco

Incompatibilité entre mandat social et mandat syndical au sein d'une UES

Par Gilles Auzero

Restructuration des sociétés en difficulté

Contestation de la conversion imposée par le plan à un créancier affecté dissident

Par Catherine Gralitzer

Contenu du protocole de conciliation homologué versus abus de majorité : l'homologation ne vaut pas absolution

Par Thibaut Duchesne

L'exercice de l'action en responsabilité par l'associé d'une société en liquidation judiciaire

Par Marie Chabrol

Ouverture d'une procédure collective : absence d'obligation d'impartialité du juge commis

Chronique

Droit fiscal (juill.-nov. 2025)

Sous la direction de Régis Vabres, Avec la participation de Ronan Lajoux, Avec la participation de Émilie Dufour, Avec la participation de Marilyne Sadowsky

Doctrine

L'intérêt social dans la réforme des nullités : un trompe-l'œil ?

Par Thibaut Duchesne

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro

[PDF](#)N° 42 - 18 déc. 2025 | [Defrénois](#)

Defrénois - N° 42 - 18 déc. 2025

Editorial

Cumul de rémunérations : la Cour sanctionne

Par Gilles Rouzet

Actualités

ARNU Clermont : présentation de ce nouveau relai en région

Par Rédaction Lextenso

Sort de la donation entre époux en cas d'indignité de l'époux survivant**Précisions sur la qualification d'abus de majorité dans les SA****Effets du décès de l'un des bénéficiaires par parts égales d'une assurance-vie après son dénouement****Recommandations de la Cour des comptes relatives à la fiscalité du patrimoine****Premier bilan du centre de légalisation et des apostilles de Paris**

Pratique

Anciens pacs et présomption d'indivision : la volonté contraire doit être spécialement exprimée

Par Sandrine Le Chuiton

Doctrine

Réforme des nullités en droit des sociétés : la nullité des décisions sociales

Par Didier Poracchia

Chroniques

SÛRETÉS IMMOBILIÈRES

Seul l'endossement permet la transmission à titre particulier de la créance constatée dans une copie exécutoire à ordre

Par Charles Gijsbers

Origine de propriété : gare aux sûretés prises du chef d'un précédent acquéreur dont le titre a été annulé !

Par Charles Gijsbers

La prorogation du crédit décidée postérieurement à l'échéance du terme n'emporte pas extinction des sûretés

Par Charles Gijsbers

L'inscription d'une hypothèque du chef du vendeur prime la publication de la vente intervenue le même jour

Par Michel Grimaldi

La transmission universelle emporte sans formalités celle des créances hypothécaires constatées dans une copie exécutoire à ordre

Par Michel Grimaldi

Indices

Derniers indices

Par Rédaction Lextenso

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)[Numéro précédent](#)[Rechercher dans ce numéro](#)N° 1 - 8 janv. 2026 | [Defrénois](#)

Defrénois - N° 1 - 8 janv. 2026

Éditorial

Une année 2026 à inventer

Par Liliane Ricco

Actualités

Actualité fiscale pour 2026**Cartes d'installation des notaires : allongement de la périodicité****Taux du paiement différé ou fractionné pour 2026****Responsabilité professionnelle des notaires : réforme de la garantie collective**

Pratique

L'exonération des dons de sommes d'argent affectées à l'immobilier neuf ou à la rénovation énergétique

Par Guillaume Brunel

Doctrine

L'usage d'habitation à l'épreuve de la fusion de lots et des normes de décence

Par Auxane Vanbeselaere

Chroniques

DROIT NOTARIAL DE L'UNION EUROPÉENNE

Plainte multiple contre le droit de prélèvement compensatoire : suite et (pas encore) fin...

Par Cyril Nourissat

Encore et toujours la renonciation à succession

Par Cyril Nourissat

De quelques actualités en matière de LCB

Par Cyril Nourissat

Prêt hypothécaire libellé en devises étrangères et directive sur les clauses abusives : un revirement

Par Cyril Nourissat

Première question préjudicielle d'interprétation du règlement Régimes matrimoniaux

Par Cyril Nourissat

Calcul des émoluments : la déclaration de succession à l'épreuve de la libre circulation des capitaux

Par Cyril Nourissat

Indices

Derniers indices

Par Rédaction Lextenso

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)

[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro

N° 12 - 18 déc. 2025 | [Revue Pratique Droit des Affaires](#)

REVUE PRATIQUE
DROIT DES
AFFAIRES

Revue Pratique Droit des Affaires - N° 12 - 18 déc. 2025

Actualités

CONTRATS D'AFFAIRES

Comment prouve-t-on la soumission et le déséquilibre significatif ?

Par Frédéric Buy

La réglementation de l'Union internationale des chemins de fer possède un caractère contractuel... et donc non réglementaire !

Par Frédéric Buy

Résiliation anticipée d'un contrat à durée déterminée et préjudice réparable

Par Frédéric Buy

Inexécution d'une clause de non-concurrence et préjudice réparable

Par Frédéric Buy

CONCURRENCE

Nouvelles précisions relatives à la compétence délictuelle au sens du règlement de Bruxelles I bis en cas d'abus de position dominante

Par Rafael Amaro

BIENS DE L'ENTREPRISE

Rappel du caractère continu de l'obligation de délivrance du bailleur

Par Nadège Jullian

Action exclusivement fondée sur des actes de concurrence déloyale : compétence du tribunal de commerce

Par Camille Vallaud

Conservation du dépôt de garantie et clause pénale

Par Clément Fabre

Dégénérescence de la marque City Stade : quand la passivité est coupable !

Par Yann Basire

RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE

Blanchiment : la banque espagnole Santander signe une CJIP

Par Antoine Oumedjkane

Nouvelle sanction de l'ACPR pour des manquements aux obligations LCB-FT

Par Antoine Oumedjkane

Mise à jour du Guide d'application du code Afep-Medef par le HCGE

Par Thiphaine Saupin

CRÉDIT ET FINANCEMENT

L'obligation d'information de la caution à l'épreuve de la clôture du compte courant

Par Clément Favre-Rochex

Qu'est-ce qu'un démarchage bancaire ou financier « hors mandat » ?

Par Nicolas Ida

L'accord de conciliation homologué à l'épreuve de l'abus de majorité

Par Thibaut Duchesne

Le détenteur d'American depositary receipts est-il un actionnaire ?

Par Nicolas Ida

Disproportion du cautionnement et engagements antérieurs de la caution

Par Adrien Bézert

Sociétés

Focus

Contrôle des investissements étrangers en France : questions sur la notion d'investissement étranger

Par Pascal Bine, Guillaume Goubeaux